

# Turquie : vers une renaissance de la gauche ?

mercredi 24 novembre 2010, par [Ahmet Altan](#), [Marillac](#)

**La gauche turque se met en mouvement. Pour l'instant encore largement symboliques, les ouvertures menées par Kemal Kılıçdaroglu, le nouveau leader du CHP, l'ancien parti unique et principal parti d'opposition, sclérosé depuis des années sur un vieux discours souverainiste et assimilationniste, se multiplient et se confirment. Sur le foulard, la diplomatie, et, plus récemment, sur la question kurde. Comme le rappelait Yildirim Türker, il y a quelques jours dans les colonnes de Radikal, la route du Gandhi turc est encore longue. Mais Ahmet Altan imagine ici les conséquences de ce que pourrait être une alliance entre les gauches turque et kurde, dont la possibilité a été évoquée, il y a quelques jours par le secrétaire général du CHP, Süheyl Batum, un membre de l'équipe rénovée de M. Kılıçdaroglu.**

**Sur cette question des premiers signes de renouveau de la gauche turque, voir également notre dossier :**

[Un nouveau leader pour le CHP](#)

[Une révolution de palais au CHP](#)

[La gauche turque vue par TE en 2006](#)

[Erdal İnönü, une personnalité rare](#)

---

Il y a quelques jours dans le quotidien Milliyet, le secrétaire général du BDP (Parti pour la paix et la démocratie, pro-kurde) Selahattin Demirtas déclarait : « ah si pour les prochaines élections, nous pouvions compter sur un front démocratique de gauche constitué du CHP (Parti Républicain du Peuple, ancien parti unique), de l'ÖDP (Parti des Libertés et de la Démocratie, gauche démocratique), du BDP et de l'EMEP (Parti du Travail, extrême gauche) : cela pourrait constituer un véritable bloc face à l'AKP.

Une délégation du BDP a par la suite rendu visite au CHP lors de la fête de l'aïd. Suite à cette visite, on a commencé à évoquer la possibilité d'une « *alliance électorale* ». Le tout nouveau secrétaire général du CHP, Süheyl Batum, s'est par la suite fendu d'une déclaration en forme de bombe politique : « nous travaillerons, et nous nous associerons à tout parti, toute force de ce pays, disposée à lutter contre les inégalités. »

Le jour même où le président du CHP, Kemal Kılıçdaroglu se rendait sur les tombes de deux figures très symboliques pour les Kurdes - [Ahmet Kaya](#) (chanteur aux origines kurdes, mort en exil et enterré à Paris) et [Yilmaz Güney](#) (acteur et cinéaste kurde, palme d'or à Cannes pour **Yol** en 1982) -, le secrétaire général de son parti donne le feu vert à des accords électoraux : c'est un signe de ce que, jusqu'aux prochaines élections (printemps 2011), la Turquie risque de passer par de nouvelles phases et de vivre pas mal de surprises.

Demain le CHP peut très bien changer d'avis.

Mais qu'ils changent d'idée ou qu'ils renoncent, qu'ils nous annoncent que « *non, ce n'est pas ce qu'ils ont voulu dire, voilà ce que nous avons déclaré* », il n'en demeure pas moins qu'au sein du CHP on est en

train de réfléchir à cette idée d'alliance.

Et une alliance CHP-BDP est à même de sérieusement peser sur l'ensemble de la vie politique en Turquie.

Elle est susceptible de modifier la disposition des couleurs sur la carte électorale turque. Les candidats kurdes du BDP, injustement confrontés au barrage électoral des 10% [1] ne participeraient alors plus au scrutin tant que candidats indépendants mais prendraient place au sein du CHP. Une telle évolution ferait du CHP, en un instant, l'un des partis les plus importants dans le sud-est du pays, tous les suffrages du BDP lui revenant.

En retour, le socle électoral du CHP particulièrement sensible sur les questions de l'identité kurde et du conservatisme, risque de subir une secousse quasi schizophrénique.

La jeune fille turque d'Izmir qui avait lancé des pierres sur un convoi électoral du BDP ne voterait plus si facilement pour le CHP. Les côtes de la Turquie que le CHP conçoit comme ses bastions glisseraient peu à peu dans le giron du MHP (parti de l'action nationaliste, extrême-droite) ; il n'y aurait là rien de bien surprenant.

## **Nouveau cap mental**

Mais une alliance CHP - BDP modifierait bien plus la carte mentale que la carte politique du pays. Pour pouvoir réaliser cette alliance, le CHP et le BDP seraient contraints d'amender à la fois leurs perspectives idéologiques et leurs discours.

Pour ne pas infliger au CHP trop de pertes dans son socle électoral occidental et turc, le BDP se verrait contraint de ne pas trop insister, de ne pas trop mettre en avant ni le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan, en guerre contre Ankara depuis 1984), ni la montagne de Kandil (en Irak où stationnent les forces du PKK), ni l'île d'Imrali (où est enfermé à vie le leader du PKK, Abdullah Öcalan).

Quant au CHP, il serait obligé de tenir un discours bien plus démocratique sur les droits des Kurdes. Récemment, le député CHP d'Istanbul, M. Cetin Soysal a défendu le droit des Kurdes à se défendre en kurde devant les tribunaux (ce que la justice refuse aujourd'hui aux responsables politiques kurdes arrêtés en masse l'année dernière). Ce serait alors tout le parti qui défendrait un tel droit, qui ne s'opposerait plus à une éducation dispensée dans la langue maternelle, qui défendrait une nouvelle constitution égalitariste.

La base et les structures du parti peuvent-elles souffrir de tels changements ? Je ne sais pas. Mais une perspective de victoire peut aider à cette acceptation.

Le principal perdant dans cette affaire serait l'AKP. C'est lui qui en souffrirait le plus.

Dans le sud-est du pays, il est un puissant électorat kurde attaché à l'identité kurde et au droit à l'éducation dans sa langue maternelle mais peu adepte de la violence du PKK ou des déclarations menaçantes d'Öcalan en direction des autres leaders kurdes, comme le maire de Diyarbakir. Cet électorat ne souhaite pas être dirigé par le PKK mais trouve l'AKP trop indécis et hésitant. Les suffrages de l'AKP dans cette région proviennent pour l'essentiel de cet électorat-là. Et l'AKP cherche à conserver cette base-là.

Il est relativement plus facile d'en découdre avec un BDP ne pouvant pas se présenter aux élections en tant que parti à cause du barrage. Cela le sera moins avec un CHP ayant progressé sur la question des droits des Kurdes, un CHP allié au BDP.

Or l'AKP ne peut pas envisager de perdre le sud-est anatolien.

Il ne peut pas non plus se permettre d'envisager une érosion de ses soutiens en Anatolie centrale et côtière, à force de trop jouer sur une carte kurde qu'il disputerait au CHP.

Et pour se sortir de ce dilemme, il ne serait qu'une seule voie : se mettre en tête de défendre les droits des Kurdes, des conservateurs, des Alévis, bref de défendre d'un bloc, sans discrimination aucune, les droits de tous ceux qui en Turquie en furent trop longtemps privés

Promouvoir un impressionnant paquet de réformes démocratiques dans le cadre duquel « le droit de l'un n'oblitére pas le droit des autres. »

Et à ce moment-là, l'AKP pourrait même progresser dans la Turquie côtière.

Si l'AKP suivait cette voie, alors le front CHP-BDP se verrait contraint de répondre à cette avancée par une démocratisation de même ampleur. Et la course irait s'accélégrant sur le boulevard de la démocratie. Et ce serait pas un mal, pas du tout même.

---

## Sources

Source : Taraf, le 18-11-2010

- Traduction pour TE : Marillac

---

## Notes

[1] un parti ne peut être représenté au parlement sans dépasser les 10% au niveau national, ce qui empêche la représentation du mouvement politique kurde situé autour de 6% en Turquie, mais raflant une grande majorité dans le sud-est du pays. Les députés pro-kurdes siégeant aujourd'hui à l'assemblée ont été élus en tant qu'indépendants, échappant ainsi à l'obstacle du barrage